

## **Selon un rapport de l'ONU, les vives tensions commerciales et l'incertitude quant à l'orientation des politiques continuent de nuire aux perspectives de croissance économique**

*L'essoufflement de la croissance mondiale crée de nouveaux obstacles sur la voie du développement durable*

**New York, le 21 mai** – D'après le rapport de l'Organisation des Nations Unies intitulé « Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2019 », publié aujourd'hui à New York, la croissance économique mondiale accuse un ralentissement général, sur fond de tensions commerciales persistantes, de fortes incertitudes, au niveau international, quant à l'orientation des politiques et de détérioration de la confiance des entreprises.

Ces sombres prévisions compromettent l'action menée en vue de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise à éliminer la pauvreté et à promouvoir la prospérité et le bien-être social tout en préservant l'environnement, et fixe à ces fins des objectifs universels. Le ralentissement de la croissance économique met en péril des investissements essentiels dans des domaines comme l'éducation, la santé, l'adaptation aux changements climatiques et les infrastructures durables.

Selon le rapport, les perspectives de croissance dans les principaux pays développés et dans la plupart des régions en développement se sont assombries sous l'effet d'une conjonction de facteurs internes et externes. Après avoir atteint 3,0 % en 2018, la croissance du produit mondial brut devrait, d'après les nouvelles projections, moins optimistes que celles de janvier dernier, ralentir pour enregistrer des taux de 2,7 % en 2019 et de 2,9 % en 2020.

Dans le rapport sont mentionnés plusieurs facteurs risquant d'aggraver ou de prolonger le ralentissement de l'économie mondiale et qui pourraient ainsi gravement enrayer la marche du développement. Il s'agit notamment d'une nouvelle aggravation des tensions commerciales, d'une dégradation soudaine de la conjoncture financière et de l'accélération des effets des changements climatiques.

« Il convient d'adopter des politiques plus approfondies et bien ciblées pour faire face au ralentissement actuel de la croissance », a déclaré Elliot Harris, Économiste en chef et Sous-Secrétaire général chargé du développement économique à l'ONU, ajoutant : « Il apparaît de plus en plus clairement que les stratégies de promotion du développement durable doivent désormais aller au-delà du concept de croissance du PIB et reposer sur de nouveaux critères plus solides de mesure de la performance économique, qui tiennent compte du coût des inégalités, de l'insécurité et des changements climatiques ».

## **La persistance de vives tensions commerciales menace la croissance mondiale**

Sur fond des différends commerciaux non réglés et d'augmentation des droits de douane, les prévisions de la croissance des échanges mondiaux pour 2019 ont été revues en baisse et s'établissent à présent à 2,7 %, soit un net ralentissement par rapport aux 3,4 % enregistrés en 2018. Les auteurs du rapport mettent en garde contre une envolée en spirale des droits de douane et des représailles, qui risquerait d'avoir de graves conséquences pour les pays en développement, en particulier ceux qui exportent beaucoup vers les pays touchés par ces mesures. Un prolongement de la période de faible activité commerciale internationale risquerait également de compromettre les perspectives d'investissement et l'augmentation de la productivité à moyen terme.

## **L'assouplissement de la politique monétaire accroît les risques à moyen terme pour la stabilité financière**

En réponse au tassement de la croissance et compte tenu d'une inflation modérée, les grandes banques centrales ont assoupli leur politique monétaire. Cette récente réorientation a contribué à stabiliser les marchés de capitaux mondiaux et les flux de capitaux à destination des marchés émergents. Toutefois, les auteurs du rapport avertissent que la politique d'accompagnement monétaire, si elle se prolonge, risque d'aggraver les déséquilibres financiers, notamment en continuant d'alimenter l'endettement et donc d'accroître les risques à moyen terme pour la stabilité financière.

## **La détérioration des projections macroéconomiques assombrit les perspectives d'élimination de la pauvreté**

Souffrant de profondes faiblesses structurelles, plusieurs grands pays en développement peinent à se remettre de la récession ou à sortir d'une situation de faible croissance. Les auteurs du rapport soulignent que dans plusieurs régions d'Afrique, d'Asie occidentale et d'Amérique latine et des Caraïbes, la croissance du revenu par habitant devrait rester très faible au cours de la période à venir. Cela laisse prévoir de nouveaux obstacles à la réalisation des objectifs de développement durable, notamment celui qui concerne l'élimination de la pauvreté dans le monde d'ici à 2030. Il est également souligné dans le rapport que, si la pauvreté demeure un phénomène surtout rural, sa réduction ne pourra continuer de progresser que si l'urbanisation en cours est gérée de façon efficace. C'est particulièrement important en Afrique et en Asie du Sud, soit les deux régions où vivent le plus grand nombre de pauvres et qui devraient, selon les prévisions, enregistrer les plus forts taux d'urbanisation au cours des vingt prochaines années.

## **La tarification du carbone, élément clef de la lutte contre les changements climatiques**

L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles attire l'attention sur les menaces croissantes que font peser les changements climatiques, notamment sur les économies les plus vulnérables. Les auteurs du rapport lancent un appel en faveur de l'adoption d'une démarche multilatérale plus solide et mieux coordonnée en matière de politique climatique mondiale, qui prévoirait le recours à des mécanismes de tarification du carbone. Cette pratique obligerait les responsables économiques à assumer une partie des coûts pour l'environnement qu'engendrent leurs activités de consommation et de production. Selon les auteurs du rapport, les entités du secteur privé pratiquent de plus en plus la tarification du carbone en interne. Cela permet aux entreprises non seulement d'accroître leur efficacité énergétique et de réaliser des économies, mais aussi de mieux se préparer aux changements de politiques à prévoir.

~~~~

*Pour tout complément d'information, prière de consulter la page suivante : [www.bit.ly/wespmidyear](http://www.bit.ly/wespmidyear). Des versions préliminaires du rapport mis sous embargo et des données sur lesquelles il repose peuvent être fournies sur demande. Des entretiens et commentaires peuvent être faits en anglais, espagnol, russe, allemand et portugais.*

Contact : Dan Shepard, Département de la communication globale de l'ONU  
[shepard@un.org](mailto:shepard@un.org) +1 (212) 963-9495